



VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Service gestion de la voie d'eau
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

SOMMAIRE

1 - Préambule : Liste des lots	3
2 - Identification de l'acheteur.....	3
3 - Identification du co-contractant.....	3
4 - Dispositions générales	5
4.1 - Objet.....	5
4.2 - Mode de passation	5
4.3 - Forme de contrat	5
5 - Prix	5
5.1 - Détermination des prix.....	5
5.2 - Montant sous-traité	5
5.2.1. Montant sous-traité désigné au marché	5
5.2.2. Créance présentée en nantissement ou cession	6
6 - Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre	6
6.1 - Durée du contrat	6
6.2 - Reconduction	Erreur ! Signet non défini.
6.3 interventions urgentes	7
7 - Paiement	7
8 - Avance	8
9 - Nomenclature(s).....	8
10 - Engagement relatif à l'action insertion sociale.....	9
11 - Signature	10
ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS....	12
ANNEXE N° 2: CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	13

1 - Préambule : Liste des lots

Lot(s)	Désignation
1	Filières de gestion des sédiments non inertes fins
2	Filières de gestion des sédiments non inertes grossiers
3	Filières de gestion des sédiments inertes

Le présent acte engagement concerne le lot 2.

2 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :
Monsieur Le Directeur territorial Bassin de la Seine et Loire aval.

Ordonnateur : Monsieur Le Directeur territorial Bassin de la Seine et Loire aval.

Comptable assignataire des paiements :

Madame l'Agent Comptable secondaire de la DTBS - Voies Navigables de France.
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

3 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG - Fournitures courantes et services conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	

Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

S'engage, au nom des membres du groupement ¹, sur la base de l'offre du groupement, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

4 - Dispositions générales

4.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne la gestion des matériaux de dragage ou de curage dans des filières externes à VNF, au sein de la Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval (DTBS). Cela comprend 3 lots multi-attributaires pour des opérations de traitement, de valorisation et/ou d'élimination des matériaux extraits. Ce document concerne le lot 2 du marché.

Les dragages sont réalisés sur l'ensemble des bras et dérivations composant la voie d'eau, navigables ou non, en vue de maintenir ou rétablir le mouillage souhaité pour la navigation ou pour le bon équilibre hydraulique des rivières, y compris tous les ouvrages annexes composant le système alimentaire des canaux de navigation.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

4.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

4.3 - Forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

5 - Prix

5.1 - Détermination des prix

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé en page 1 du présent acte d'engagement.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités indiquées aux bons de commande et réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Le montant annuel des prestations du lot 2 de l'accord-cadre est défini(e) comme suit et identique pour chaque période :

Minimum HT	Maximum HT
400 000,00 €	1 400 000,00 €

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 8.4 du CCAP.

5.2 - Montant sous-traité

5.2.1. Montant sous-traité désigné au marché

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles R2193-1 à R2193-2 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ Prestataire unique

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

- Montant TVA incluse

Les déclarations et attestations (aux articles R2193-1 à R2193-2 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

☐ Groupement solidaire conjoint

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

N° du cotraitant	Montant hors TVA	Montant TVA incluse
1		
2		
3		
4		
5		
Total		

Les déclarations et attestations (aux articles R2193-1 à R2193-2 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

5.2.2. Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

6 - Durée et délais d'exécution de l'accord-cadre

6.1 - Durée du contrat

La durée de l'accord-cadre initial est fixée à 1 an, à compter du 1er décembre 2025 et au plus tard à la date de notification du contrat si celle-ci est ultérieure.

L'accord-cadre est reconductible selon la périodicité suivante :

Période	Durée
Période ferme	12 mois
Reconduction n° 1	12 mois
Reconduction n° 2	12 mois
Reconduction n° 3	12 mois

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois et débute à compter du lendemain de l'expiration de la période précédente.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, si le montant maximum fixé à l'article 4 du présent acte d'engagement est atteint avant le terme annuel de la durée du marché, celui-ci sera reconduit de manière anticipée par reconduction expresse signée par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et notifiée au titulaire du marché. Le délai de reconduction court à compter de la réception de la décision du RPA par le titulaire.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à l'expiration de cette durée. La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée du marché majorée de 4 mois.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.3 interventions urgentes

Lorsqu'il s'agit d'interventions urgentes prévues à l'article 5.5 du CCAP, le titulaire pourra être joint au(x) numéro(s) suivant(s) :

Nom de l'entreprise	Personne à contacter	Tél./Fax/Mél.

7 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	

N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

En cas de groupement, le paiement est effectué sur ¹ :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

8 - Avance

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ NON
- ☐ OUI

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

9 - Nomenclature(s)

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
02	90000000-7	Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services relatifs à l'environnement

10 - Engagement relatif à l'action insertion sociale

Je déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je m'engage, si je suis déclaré attributaire de ce marché, à :

- réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières : à savoir, au minimum 1 heure d'insertion par tranche de 5 000 € hors taxes. La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé des bons de commande atteindra un montant de 130 000 € hors taxe, équivalant à 26 heures d'insertion.
- à prendre contact avec les facilitateurs des clauses sociales du lieu des prestations à réaliser, désignés à l'article 1.3 du cahier des clauses administratives particulières afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- à fournir, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou des facilitateurs des clauses sociales, et dans le délai imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

11 - Signature

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

A

Le

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement avec cachet de la société

L'AUTORITE CHARGÉE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

A Paris,

Le

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Montant de l'offre par lot		
Offre retenue	Lot(s)	Désignation
	01	Sédiments non inertes fins
<input checked="" type="checkbox"/>	02	Sédiments non inertes grossiers
	03	Sédiments inertes

La présente offre est acceptée

A

Le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, habilité par un arrêté du

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :
.....
.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :
.....
.....

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

et devant être exécutée par : en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise

☐ sous-traitant

A
Le

Signature ¹

ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			

ANNEXE N° 2: CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Je déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je m'engage, si je suis déclaré titulaire de ce marché, à :

- Réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières ; à savoir, au minimum de heures ou jours, équivalent à 1 h d'insertion par tranche de 1000 € HT de prestations effectuées ;
- A prendre contact avec les facilitateurs des clauses sociales du lieu des travaux à réaliser, désigné à l'article 1-6.5.1. du cahier des clauses administratives particulières, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- A fournir, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou des facilitateurs des clauses sociales, et dans le délai imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.